

deals with the underlying social, economic and political issues which are of importance throughout South America, along with future Canadian policy towards this part of the world, while the Final Report ties together the sixteen months of work by the Sub-committee.

The minority dissent concerning the report "Canada's Relations with the Caribbean and Central America", was drafted because the report did not adequately deal with the serious issues involved in that area of the world. We could not in all conscience support the report as written and were obliged to publish our dissent. Our hope was that the dissenting report might present a different perspective on the issues and that the final two reports would be more balanced and representative as a result. This, unfortunately, has not turned out to be the case. While it first appears that there has been some improvement, in fact the same type of criticisms that applied to the Caribbean Report apply to the two reports accepted by the Standing Committee. The bias is only more subtle.

A fundamental criticism of the Caribbean Report was that too many issues were discussed without the benefit of in-depth research and factual information. This criticism holds true in the final two reports. One of the clearest examples of this comes from the South American Report. Although the Sub-committee did not visit Argentina and therefore had no first-hand information on the situation there, the Report still recommends (Recommendation 2) "The government seek every opportunity to promote human rights in Argentina, Chile, Guyana and Uruguay and to speak out forcefully against human rights abuses in these countries."

That this recommendation was included despite the fact that no Member of the Sub-committee visited the country lessens the value of the entire report. This recommendation is clearly based on hearsay, and lays the Sub-committee open to charges that it repeats only what the latest lobbying group convinced it to say.

The inclusion of text not based on first-hand information is in contrast to the lack of comments on the country of Mexico. Mexico, the third largest and second most populous country in Latin America, is a country that certain members of the Sub-committee visited. Despite this, there is only the odd reference in the reports to Mexico. This oversight is astounding when it is considered that Mexico, primarily through its oil wealth, has become an important nation internationally and a nation that has begun to assume a major role in Central America. Why the Sub-committee would virtually ignore Mexico is something we find very difficult to understand. This is more so since Mexico is in the midst of a serious financial crisis.

Our minority dissent concerning the Caribbean Report noted the bias against the pro-Western countries of El Salvador and Guatemala and in favour of Socialist Nicaragua and Cuba. The same bias holds true in the final two reports. Even though the report on South America recognizes that the Socialist Guyanese government of Mr. Forbes Burnham constitutes an administrative dictatorship which sanctions the

sur les grandes questions sociales, économiques et politiques communes à tous les pays d'Amérique du Sud, de même que sur la politique que devrait adopter le Canada dans cette région du monde, tandis que le rapport final résume les seize mois de travail du Sous-comité.

La minorité avait dû exposer ses vues dissidentes au sujet du rapport intitulé Les relations du Canada avec les Antilles et l'Amérique centrale parce que ce rapport ne traitait pas assez en profondeur des graves problèmes de cette région du monde. Nous ne pouvions, en conscience, accepter le rapport tel que présenté et avons dû exprimer notre dissentiment. Nous espérons qu'ainsi, les questions soulevées dans le rapport seraient étudiées dans une perspective différente et que les deux derniers rapports seraient plus équilibrés et plus représentatifs à la suite de cet effort. Malheureusement, cela n'a pas été le cas. Il peut sembler à prime abord y avoir eu une certaine amélioration, mais, en fait, les faiblesses du rapport sur les Antilles se retrouvent également dans les deux rapports adoptés par le Comité permanent. La partialité y est seulement plus subtile.

Une des critiques fondamentales au sujet du rapport sur les Antilles était que ce document soulevait trop de questions sans présenter de recherches approfondies ni de renseignements précis; cette observation vaut également pour les deux derniers rapports. Le rapport sur l'Amérique du Sud comprend à cet égard un exemple des plus flagrants. Bien qu'il ne se soit rendu en Argentine, et n'ait par conséquent pas recueilli lui-même de renseignements sur la situation dans ce pays, le Sous-comité recommande quand même (recommandation 2) «que le gouvernement emploie tous les moyens possibles pour promouvoir les droits de la personne en Argentine, au Chili, en Guyane et en Uruguay, et s'oppose fermement aux violations des droits de la personne dans ces pays».

L'inclusion de cette recommandation dans le rapport, même si aucun membre du Sous-comité n'a visité le pays, diminue la valeur du rapport tout entier. Cette recommandation est de toute évidence fondée sur le ouï-dire, et expose le Sous-comité à se faire accuser de répéter simplement ce que le dernier groupe de pression l'a convaincu de dire.

L'inclusion de renseignements de seconde source contraste avec l'absence d'observations sur le Mexique. Certains membres du Sous-comité se sont pourtant rendus dans ce pays, le troisième d'Amérique latine par sa superficie et le deuxième par sa population; malgré tout, les auteurs du rapport n'y font que quelques rares allusions. Cette omission est extrêmement surprenante si l'on considère que le Mexique, surtout grâce à son pétrole, est devenu un pays important sur la scène internationale et commence à jouer un rôle de premier plan en Amérique centrale. Par conséquent, nous nous expliquons mal ce silence à peu près total du Sous-comité au sujet du Mexique, d'autant plus que ce pays doit actuellement faire face à une grave crise financière.

Dans nos vues dissidentes au sujet du rapport sur les Antilles, nous avons signalé le préjugé que semble entretenir le Sous-comité contre des pays pro-occidentaux comme le Salvador et le Guatemala, et pour le Nicaragua et Cuba, pays socialistes. Ce préjugé se retrouve dans les deux derniers rapports. Bien que le Sous-comité reconnaisse, dans son rapport sur l'Amérique du Sud, que le gouvernement socialiste